Motion du 20 mars 2013 de MM. Eric Bertinat, Marc-André Rudaz, Jacques Pagan, Michel Amaudruz, Christo Ivanov, Pascal Rubeli et Thomas Bläsi: «APM: pour des interventions sans uniforme».

(refusée par le Conseil municipal lors de
la séance du 19 mars 2014)

PROJET DE MOTION

Considérant que:

- les agents de la police municipale (APM) sont chargés de la prévention des incivilités et de la délinquance par une présence régulière et visible sur le terrain de jour comme de nuit (art. 5 al. 1 LAPM);
- le projet de loi du Conseil d'Etat du 11 janvier 2013 modifiant la LAPM (PL-11104) étend les compétences matérielles des APM à la répression des contraventions à la législation sur les stupéfiants (art. 5 al. 2 let. f LAPM, nouvelle teneur) ainsi qu'au maintien de la tranquillité publique (art. 5 al. 2 let. c LAPM, nouvelle teneur);
- les APM, déjà habilités à contrôler et fouiller toute personne interpellée (art. 11 al. 1 LAPM) et à user de la force pour ce faire (art. 12 RAPM) pourront, si le projet de loi PL 11104 et le projet de loi PL 11052 relatif à la modification de la loi d'application du Code de procédure pénale sont adoptés par le Grand Conseil, procéder à des auditions (art. 5 al. 4 LAPM, nouvelle teneur);
- dans l'exercice de leurs nouvelles prérogatives en matière de stupéfiants, les APM devront donc appréhender des dealers, souvent au bout de la chaîne de réseaux criminels plus vastes, afin de les auditionner;
- la police cantonale pourra de nouveau, suite à l'adoption par le Grand Conseil du projet de loi PL 11056 modifiant la loi sur la police, procéder à des enquêtes sous couverture;
- la police cantonale peut engager temporairement des agents de la police municipale pour des opérations spécifiques, en rapport avec l'exercice de leurs missions (art. 6 à 8 LAPM);
- munis de leur uniforme, les APM ne pourront pas appréhender les dealers s'ils sont engagés par la police cantonale pour des larges opérations d'arrestation,

Le Conseil municipal demande au Conseil administratif d'entreprendre toutes les démarches nécessaires auprès du Conseil d'Etat afin de permettre aux agents de la police municipale (APM) de patrouiller sans uniforme lors d'opérations spécifiques sous commandement de la police cantonale.